

LE RENDEZ-VOUS DU LUNDI

CHAQUE LUNDI, RETROUVEZ NOTRE POINT DE VUE HEBDOMADAIRE
SUR LES MARCHÉS FINANCIERS ET L'ACTUALITÉ.

Joffrey OUAFAQ

Directeur des Gestions

Trump v.2026 : après les douanes, les armes ?

À peine les festivités du Nouvel An achevées, Donald Trump marque déjà 2026 de son empreinte en livrant une "étrenne" géopolitique aussi spectaculaire qu'imprévisible : la capture éclair de Nicolas Maduro exfiltré dans la foulée vers les Etats-Unis pour y être jugé pour trafic de drogue.

Si ce coup de force marque la fin d'un bras de fer de plusieurs décennies entre dirigeants américains et vénézuéliens, ses ressorts et ses conséquences sont bien plus larges que l'évènement en lui-même.

Sur le plan intérieur, l'action de D. Trump soulève un débat constitutionnel majeur. En principe, le War Powers Resolution de 1973 limite la capacité du président à engager des troupes sans l'aval du Congrès. Cependant, en classant le cartel de Los Soles - un réseau criminel étroitement lié à N. Maduro - comme organisation terroriste en novembre dernier, l'administration américaine a pu utiliser l'AUMF (Autorisation d'utilisation de la force militaire), un outil législatif créé après les attentats du 11 septembre 2001. Cette pirouette juridique permet de qualifier la capture du président vénézuélien non comme un acte de guerre, mais comme une opération de "contre-terrorisme" ciblée, s'affranchissant ainsi du vote des parlementaires et créant un précédent de pouvoir exécutif quasi absolu qui fera sans aucun doute débat au congrès américain.

À l'international, cette intervention unilatérale acte la "mort cérébrale" de l'ONU, déjà affaiblie par les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient. En agissant sans mandat du Conseil de Sécurité, les États-Unis bafouent la Charte des Nations Unies sur la souveraineté des États et vident l'institution de sa substance : si la première puissance mondiale ignore les mécanismes de résolution des conflits, l'ONU devient dès lors une tribune de protestation sans pouvoir de coercition.

En capturant N. Maduro, D. Trump n'a pas simplement renversé un dirigeant, il a réactivé la Doctrine Monroe de 1823 qui affirme que le continent américain est une zone d'influence exclusive des États-Unis. Ce faisant, il adopte les codes des dirigeants autoritaires qu'il « combat » : la légitimité ne vient plus du droit, mais de la capacité à imposer sa volonté sur son "aire naturelle" d'influence, excluant tout pluralisme géopolitique sur le continent.

En frappant un Etat ami de la Russie et de la Chine, D. Trump réalise également un vrai tour de force. Les réactions officielles des deux pays, bien que virulentes dans la forme, ne peuvent être légitimes. Vladimir Poutine, engagé dans une stratégie de renversement du pouvoir à Kiev, se trouve dans une impasse rhétorique : il ne peut condamner à Caracas ce qu'il tente de réaliser en Ukraine avec son « opération spéciale ». Quant à Pékin, dont les vellétés d'annexion de Taiwan à terme sont clairement affichées, difficile d'utiliser l'argument du droit international.

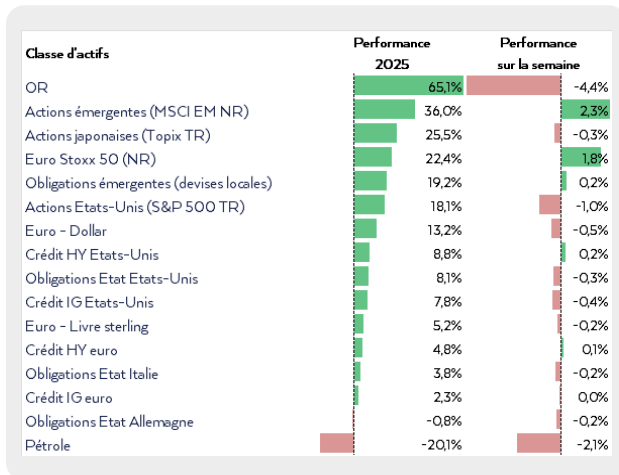
Enfin pour l'auteur de « The Art of the Deal », le mobile économique du renversement du leader vénézuélien est limpide : le contrôle des 300 milliards de barils de réserves prouvées du pays, les plus vastes au monde. Des réserves qui constituent toutefois un défi industriel : le pétrole vénézuélien est extra-lourd et acide, son extraction nécessite donc des diluants coûteux et son raffinage exige des infrastructures complexes pour le transformer en carburant. Des infrastructures détenues notamment par les grands raffineurs américains... En prenant la main sur Caracas, D. Trump s'offre donc un levier de pression sur l'OPEP et prépare déjà l'après pétrole de schiste, dont les puits s'épuisent rapidement. Il parvient ainsi à garantir l'indépendance énergétique américaine des décennies à venir.

En frappant dès janvier, Donald Trump place l'année 2026 sous le signe d'un interventionnisme décomplexé, à quelques mois des élections décisives de mi-mandat. Si 2025 fut l'année de la guerre commerciale et des droits de douane, 2026 semble marquer le retour d'un impérialisme américain unilatéral. Le président ne cache d'ailleurs plus ses ambitions : entre l'évocation d'une opération en Colombie, les vellétés persistantes d'annexion du Groenland et la surveillance accrue des troubles en Iran, Donald Trump dessine les contours d'un agenda global. Un programme vaste qui suggère que Donald Trump ne cherche plus seulement à remporter un scrutin, mais à marquer durablement l'ordre mondial, bien au-delà de l'horizon de son propre mandat.

LE RENDEZ-VOUS DU LUNDI

CHAQUE LUNDI, RETROUVEZ NOTRE POINT DE VUE HEBDOMADAIRE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS ET L'ACTUALITÉ.

PERFORMANCE DES MARCHÉS EN 2025

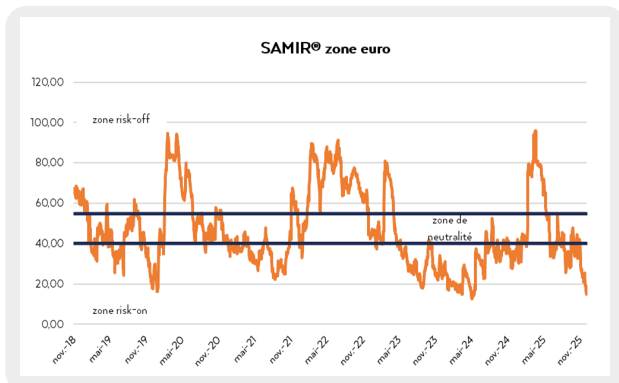


NOS VUES DE MARCHÉS

	TRÈS NEG	NÉG	NEUTRE	POSITIF	TRÈS POSI.	
ACTIONS	États-Unis	○	○	●	○	
	Europe	○	○	○	●	○
	Chine	○	○	○	●	○
	EM Asie ex. Chine	○	○	○	●	○
	EM Latam	○	●	○	○	○
OBLIGATIONS	Taux coeurs	○	○	●	○	○
	Oblig. High Yield	○	○	●	○	○
	Oblig. Invest. Grade	○	○	●	○	○
	Oblig. sub. financières	○	○	○	○	●
	Oblig. émergentes	○	○	●	○	○
DEVICES	Euro - Dollar	○	○	●	○	○
MATIÈRES 1ÈRES	Pétrole	○	●	○	○	○
	Or	○	○	●	○	○

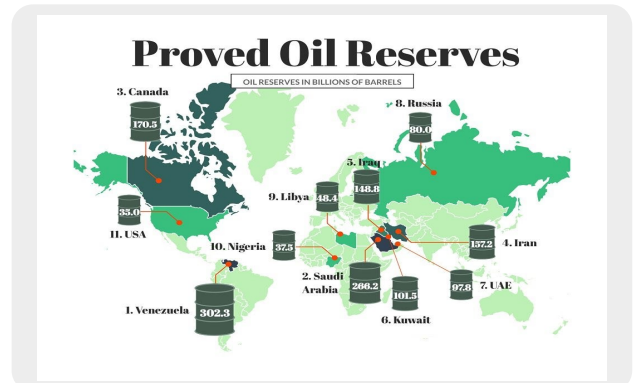
NOTRE INDICATEUR DE RISQUE : RISK-ON

SAMIR® Zone euro



LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Réserves de pétrole



Sources des données : Bloomberg, Auris Gestion au 5 janvier 2026. Performances dividendes réinvestis arrêtées au 2 janvier 2026.

Sources du graphique de la semaine : Bloomberg